

Ville de



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Dossier de Consultation

**REMPLACEMENT DES MENUISERIES A L'ECOLE MATERNELLE
ET
A LA MAISON DES ASSOCIATIONS à Marssac sur Tarn**

Marché sur PROCÉDURE ADAPTÉE

1 - REGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur

Mairie de Marssac sur Tarn – 2 rue Tonimarié – 81150 Marssac sur Tarn

Profil acheteur : : <http://marches-publics.maires81.asso.fr/>

Représentant du pouvoir adjudicateur

Madame Anne-Marie ROSE, Maire de Marssac sur Tarn

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 21 MAI 2024

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet et caractéristiques du marché	3
1.1	Objet et lieu d'exécution du marché	3
1.2	Allotissement	3
1.3	Classification CPV	3
1.4	Procédure utilisée et forme du marché	3
1.5	Délai d'exécution et durée du marché	3
1.6	Délai de validité des offres	4
1.7	Visite des lieux	4
1.8	Forme des prix et mode de règlement	4
1.9	Modification du détail du dossier de consultation	4
1.10	Contenu du dossier de consultation	5
1.11	Demande de dossier de consultation	5
1.12	Forme juridique du groupement	5
1.13	- Variantes	5
ARTICLE 2	Contenu du dossier à remettre par les candidats	5
2.1	Pièces constitutives de la candidature	5
2.2	Pièces constitutives de l'offre	8
ARTICLE 3	Conditions de remise de la réponse	9
ARTICLE 4	Critères de sélection des candidatures et des offres	9
4.1	Sélection des candidats	9
4.2	Critères de choix des offres	10
ARTICLE 5	Négociations	11
ARTICLE 6	Renseignements complémentaires	12
ARTICLE 7	Procédure de dématérialisation	12
7.1	Généralités	12
7.2	Modalités de dépôt sous forme dématérialisée	12
7.3	Recommandations	13

ARTICLE 1 Objet et caractéristiques du marché

1.1 Objet et lieu d'exécution du marché

La présente consultation vise au remplacement complet des menuiseries existantes à l'école maternelle et à la maison des associations.

Les lieux d'exécution des prestations sont :	Ecole maternelle	Maison des Associations
	4, rue de la Gare	6, rue de la Gare
	81150 MARSSAC SUR TARN	81150 MARSSAC-SUR-TARN

Le maître d'ouvrage réalise ses travaux dans le cadre de la rénovation énergétique des bâtiments et devra pouvoir bénéficier des certificats d'économies d'énergie. Les nouvelles menuiseries devront **obligatoirement** correspondre aux critères de la BAT-EN-104 version 2024.

Le montant estimatif provisoire de l'opération globale est ainsi estimé entre 200 000 € et 250 000 € HT.

Le titulaire devra donc réaliser les études avec pour objectif de proposer des solutions qui ne dépassent pas cette enveloppe financière.

1.2 Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique

1.3 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) pour les marchés publics est :

Code principal :

45112720-4– Travaux de menuiseries

1.4 Procédure utilisée et forme du marché

La procédure de consultation utilisée est : **La procédure adaptée**, en application de l'article L. 2123-1 et R. 2123.1 du code de la commande publique.

1.5 Délai d'exécution et durée du marché

Le délai d'exécution du marché est de 18 mois, car les travaux devront se faire en période de vacances scolaires pour l'école maternelle et en fonction de l'occupation pour la Maison des Associations, à compter de l'Ordre de Service (O.S.) de commencement des travaux. La phase de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Le soumissionnaire proposera un délai en l'affirmant dans l'acte d'engagement tout en respectant le délai plafond ci-dessus.

La durée du marché cours à compter de sa notification au titulaire jusqu'à la fin du délai de garantie.

1.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date de remise des offres.

1.7 Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire

Le rendez-vous pour la visite doit être pris auprès du Service Technique de la Commune.

Contact : JAMMES Christophe
Responsable du Service Technique
Port : 06 08 48 36 71
Email : technique@marssac-sur-tarn.fr

1.8 Forme des prix et mode de règlement

Les factures doivent être envoyées via Chorus Pro. Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

1.9 Modification du détail du dossier de consultation

La Mairie de Marssac sur Tarn se réserve le droit d'apporter, au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

1.10 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les plans
- Le DPGF

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

1.11 Demande de dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<http://marches-publics.maires81.asso.fr/>

1.12 Forme juridique du groupement

Aucune forme particulière de groupement n'est requise.

1.13 - Variantes

Il est demandé à l'entrepreneur de proposer une variante suivante : toutes les menuiseries reposées en aluminium.

ARTICLE 2 Contenu du dossier à remettre par les candidats

Tous les documents, constituant ou accompagnant l'offre, doivent être rédigés en français, ou être accompagnés d'une traduction en français. Les prix seront exprimés en euros.

Les offres ne seront prises en considération qu'à la condition formelle que tous les documents demandés aient été produits au plus tard à la date limite de remise des offres.

Le dossier, complet, devra comprendre les documents listés ci-dessous.

2.1 Pièces constitutives de la candidature

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le candidat devra choisir, afin de formaliser sa candidature, l'une des deux modalités suivantes, à l'exclusion l'une de l'autre :

- Modalité N°1 : Fournir les documents de la candidature attendus, visés au point 2.1.1 du présent règlement de la consultation, par référence à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.
- Modalité N°2 : Fournir un Document Unique de Marché Européen (DUME), dans les conditions prévues au point 2.1.2 du présent règlement de la consultation, par référence à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique

2.1.1 Modalité N°1 de dépôt de candidature : documents de candidature attendus

La candidature comporte les documents, suivants datant de **moins de trois mois** :

1/ Une lettre de candidature (imprimé **DC 1**, ou équivalent) disponible sur le site du Ministère de l'Economie.

2/ Une déclaration du candidat (imprimé **DC 2**, ou équivalent) disponible sur le site du Ministère de l'Economie.

Les documents 1 et 2 sont téléchargeables à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>

pour chaque candidat qui serait signataire du marché.

- 3/ Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 0 L. 2141-5 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

4/ Les documents adéquats relatifs aux pouvoirs de la personne signataire des documents susmentionnés, habilitée pour engager le candidat

5/ La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire

Le candidat fournira les indications liées aux capacités professionnelles, financières et techniques suivantes :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. *(Si la date de création du candidat est inférieure à 3 ans, le candidat peut prouver sa capacité financière par d'autres moyens que la production de chiffres d'affaires et notamment par une déclaration appropriée de banque.*
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux travaux similaires effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

NOTE IMPORTANTE :

- a) Si les informations sur les chiffres d'affaires, les effectifs ou les références ne sont pas disponibles, soit parce que l'entreprise a été récemment créée soit pour un autre motif justifié, le candidat est autorisé à prouver sa capacité professionnelle, technique et financière par tout autre document dont la Mairie de Marssac sur Tarn appréciera le caractère approprié eu égard à l'objet du marché.

- En application de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit
- b) Si le candidat a déjà soumissionné à un marché propre à la Mairie de Marssac sur Tarn dans l'année précédant la date de remise des offres du présent marché, il est dispensé de fournir de nouveau les éléments de candidatures demandés sauf si des modifications sont intervenues dans l'intervalle. Pour ce faire, le candidat devra fournir à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant que les documents de candidatures fournis dans la précédente consultation, en rappelant notamment l'objet et le numéro de la consultation antérieure, ne sont pas modifiés pour la présente consultation et demeurent valables

2.1.2 Modalité N°2 de dépôt de candidature : Document Unique de Marchés Européen (DUME)

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, la Mairie de Marssac sur Tarn autorise les candidats qui le souhaitent à fournir, en lieu et place des documents demandés au point 2.1.1, le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Ce document doit être complété dans son intégralité ; le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations, objet du marché. La preuve de cette aptitude et de ces capacités requises doit être impérativement apportée.

La remise d'un DUME sous format électronique n'est pas acceptée.

Le DUME doit être intégralement rédigé en français.

2.1.3 Moyens de preuve, justifications, vérifications

Conformément à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique, le candidat devra produire les justificatifs demandés dans ledit article afin de se voir attribuer le marché (sauf à ce que ces éléments aient été fournis lors de la remise de la candidature), à savoir :

- Les attestations sociales prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- La pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du code du travail, précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- La traduction en Français de l'ensemble de ces documents pour les candidats établis dans un pays autre que la France

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles L. 2141 ainsi qu'à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire ces pièces, le marché ne peut être attribué au candidat.

NOTA

- En cas de candidature groupée, les mêmes documents seront produits par chacun des cotraitants. Un courrier ou le DC1 indiquera précisément la nature du groupement (conjoint ou solidaire) et la

désignation du mandataire. Il est indiqué, que dans le cadre du présent marché, une même société ne peut faire partie de plusieurs groupements concurrents ni présenter une offre individuelle et une offre groupée.

- En cas de sous-traitance, déjà connue, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents que ceux exigés pour sa propre candidature selon la procédure qu'il a retenu pour la transmission de ces propres éléments de candidatures. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou de ces sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit du ou des sous-traitant(s).
- Pour information, en vertu de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, « l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. »

2.2 Pièces constitutives de l'offre

2.2.1 Pièces obligatoires lors de la remise des offres

Un projet de marché comprenant :

- **l'Acte d'Engagement (AE)** et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat :
 - Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants. En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 2.2 du présent Règlement de Consultation, le contrat est signé par le seul mandataire si celui-ci est habilité par les autres membres du groupement à signer l'offre du groupement ; le contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement, si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à signer l'offre du groupement.
 - En cas de recours à la **sous-traitance**, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre les mêmes renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour le candidat.
 - Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** à compléter,
- Le **mémoire justificatif** des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant,
- Le **Cadre de Réponse Technique** qui servira à l'analyse des offres et comprendra une note d'intention du projet ainsi que les caractéristiques et performances techniques de l'offre, matériaux proposés, ainsi qu'une proposition de tracé approximatif (esquisse du projet envisagé) :
 - Qualité architecturale et technique, intégration au site et originalité, esthétique

générale,

- Choix des matériaux, solutions et innovations techniques,
- Le type de vitrage : sécurité, anti effractions, ...
- La performance des menuiseries (doit rentrer dans critères BAT-EN-104)
- **Moyens humains et techniques** mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché
- **Organisation, fonctionnement et méthodologie proposée** pendant l'opération : Un planning détaillé de chaque phase de conception du projet et de l'exécution du chantier, et engagement sur le respect des délais (Délais d'exécution prévisionnels et cohérence du planning proposé)
- **La finition**, détails sur la finition

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 3 Conditions de remise de la réponse

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidats doivent remettre leur proposition de façon dématérialisée, avant la date et l'heure limites de réception des offres.

L'adresse pour répondre par voie électronique est : <http://marches-publics.maires81.asso.fr/>

Voir article 7 du présent règlement de consultation pour plus de détail dans la procédure de dématérialisation.

ARTICLE 4 Critères de sélection des candidatures et des offres

4.1 Sélection des candidats

Seules les candidatures complètes et présentant les renseignements indispensables à une évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront examinées. Le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

4.2 Critères de choix des offres

Conformément aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1, R.2152-2 et R. 2152-6 du code de la commande publique, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

<i>Libellés</i>	<i>Points</i>
1- Prix des prestations	40
2- Valeur technique	60

Critère 1 : Prix noté 40 points sur 100

Le prix des prestations sera jugé au vu du DPGF complété par le candidat.

$$(40 \times P_{\min}) / P$$

Avec :

N = Note

P_{min} = Prix de l'offre la plus basse.

P = Prix de l'offre étudiée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Critère 2 : Valeur Technique de l'Offre notée 60 points sur 100 points

1-Valeur technique

La valeur technique sera jugée au vu du mémoire technique fourni par le candidat. Le critère se décompose comme suit :

1-1 Une note d'intention du projet ainsi que les caractéristiques et performances techniques de l'offre : **40 points**

- Qualité architecturale et technique, intégration au site et originalité, esthétique générale (4 points)
- Choix des matériaux, solutions et innovations techniques (6 points)
- Type de vitrages (10 points)
- Performances des menuiseries (14 points)
- Type de finition (6 points)

1-2 Moyens humains et matériels permettant de garantir la conformité et la qualité du projet. Fourniture d'un organigramme, et description de l'équipe chargée des prestations, ainsi que les qualifications et compétences des personnes pressenties pour cette mission (joindre les curriculums vitae). (10 points)

2-

2-1 Organisation, fonctionnement et méthodologie proposée pendant l'opération : Un planning détaillé de chaque phase de conception du projet et de l'exécution du chantier, et engagement sur le respect des délais (Délais d'exécution prévisionnels et cohérence du planning proposé) (10 points)

Pour les réponses conformes au cahier des charges et/ou aux normes et règlements en vigueur, les notes attribuées à chaque sous-critère (et aux annexes correspondantes) auront une valeur correspondant à la moitié de la note maximale applicable. Cette valeur sera augmentée pour une proposition pouvant valoriser le projet ; elle sera diminuée pour toute omission ou proposition jugée insuffisante et sera égale à 0 (non éliminatoire) pour une non-conformité aux exigences du cahier des charges (CCTP).

Pour une non-conformité au cahier des charges (CCTP) et aux normes et règlements en vigueur, la proposition ne sera pas étudiée.

La proposition qui aura obtenu le total des notes des sous-critères le plus élevé se verra attribuer la note maximum ; les autres propositions seront notées, proportionnellement à cette note, en fonction de leurs totaux respectifs.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les éléments justifiants qu'il(s) ne rentre(nt) dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique. Le candidat produira à cet effet :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 5 Négociations

A l'issue de l'analyse des offres, l'acheteur pourra engager une négociation avec les candidats.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Tous les échanges relatifs à la procédure de négociation interviendront via le profil acheteur.

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager plusieurs phases de négociations avec les candidats. Dans ce cas, chaque phase peut donner lieu à la remise d'une nouvelle offre.

Si le candidat ne répond pas à la proposition de négociation de la Mairie de Marssac sur Tarn ou, s'il participe à la négociation mais ne renvoie pas de nouvelle proposition dans le délai fixé à l'issue de ces

négociations, la Mairie de Marssac sur Tarn considère que le candidat maintient sa proposition précédente.

ARTICLE 6 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements qui leur sembleraient nécessaires, les candidats devront adresser une demande par le biais exclusif de la plateforme de dématérialisation des échanges, sur le site Internet suivant :

<http://marches-publics.maires81.asso.fr/>

L'accès à la rubrique « questions/réponses » de la présente consultation nécessite une inscription préalable sur ce site.

Aucune question par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que via la plateforme de dématérialisation ne sera prise en compte.

Ces demandes devront parvenir au maximum huit jours calendaires avant la date limite de remise des offres, pour permettre à la Mairie de communiquer les éléments de réponse complémentaires éventuellement obtenus à cette occasion à l'ensemble des candidats par le biais de la plateforme de dématérialisation.

ARTICLE 7 Procédure de dématérialisation

Cette procédure permet aux candidats de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://marches-publics.maires81.asso.fr/>

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toutes les pièces du dossier sont téléchargées sur le site.

7.1 Généralités

Les offres doivent obligatoirement être déposées par voie dématérialisée.

Toutefois, conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, une copie de sauvegarde peut être envoyée par le candidat.

7.2 Modalités de dépôt sous forme dématérialisée

Conformément aux articles R. 2132-7 et R. 2132-12 du code de la commande publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les candidatures et les offres doivent être communiquées par voie électronique.

La signature électronique n'est pas exigée.

<http://marches-publics.maires81.asso.fr/>

Pour garantir la confidentialité des candidatures, les offres seront chiffrées par le biais de la plate-forme informatique de dématérialisation.

L'offre dématérialisée doit parvenir à destination avant la date et l'heure limites de remise des plis.

L'envoi électronique donnera lieu à un accusé de réception envoyé à l'adresse électronique fournie lors de son enregistrement par le soumissionnaire.

Les offres dématérialisées qui seraient transmises ou dont l'accusé de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas prises en compte.

Le seul référentiel de temps valable pour la fin de la période de consultation est l'heure indiquée sur la plateforme informatique de dématérialisation.

7.3 Recommandations

Pour faciliter et assurer l'efficacité de la dématérialisation de consultation, il est demandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- sauf indications contraires portées dans le CCAP, les documents doivent être retournés sous les mêmes formats numériques et mêmes versions logicielles que ceux qui ont été téléchargés,
- pour les enveloppes dont le poids de fichiers est important, prévoir un délai nécessaire pour la transmission électronique.
- dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer dans l'enveloppe relative à la candidature et à l'offre des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, ils doivent les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement à l'antivirus.

Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.